

Le président Trump et le Moyen-Orient

Le terrorisme, la défaite du Daech et une politique dure vis-à-vis de l'Iran vont marquer les relations, déjà tendues, entre les États-Unis et la région.

Ellen Laipson

Les déclarations de campagne du président élu Donald Trump ne suffisent pas à nous éclairer pour savoir à quel point sa politique au Moyen-Orient peut différer de celle de Barack Obama. Sans doute, le terrorisme et la défaite du Daech vont se trouver parmi ses premières priorités, et il va sûrement adopter une position plus dure dans ses relations avec l'Iran, mais il est tout de même probable qu'il n'arrivera pas à sortir les USA de l'accord nucléaire de 2015. D'un autre côté, il sera difficile pour les leaders régionaux d'entretenir des liens de confiance solides avec la nouvelle équipe si la rhétorique antimusulmane de la campagne se traduit par des politiques avec des répercussions sur les déplacements vers et depuis le Moyen-Orient, et cela peut être une source d'inquiétude pour les musulmans des États-Unis. De plus, si les tendances néo-isolationnistes de Trump se révèlent réelles, on peut s'inquiéter du vide de pouvoir et de leadership.

Turbulences dans la politique des États-Unis

Toute analyse de la politique du président entrant vis-à-vis du Moyen-Orient ne peut que commencer par une déclaration d'humilité. Tout bonnement, les facteurs inconnus sont trop nombreux pour affirmer avec un certain degré d'exactitude quelles seront les priorités et les positions de la nouvelle administration.

Le contraste des styles personnels entre l'intellectuel et précautionneux Obama et l'indiscret et impulsif Trump ne pourrait être plus marqué. Certains politiciens et leaders d'opinion des USA ont persévéré dans leurs critiques au sujet de l'approche intellectuelle de la politique étrangère d'Obama, même s'ils reconnaissent le fait qu'il a montré une maîtrise des crises, qu'il a demandé des analyses objectives à son équipe et qu'il a tenu compte des paramètres légaux de ses décisions. Tous semblent être d'accord sur le fait que les connaissances de Trump en matière de politique étrangère sont limitées, qu'il ne semble pas jouir de relations étroites avec des personnes d'autres cultures et qu'il perçoit ses nouvelles responsabilités à travers le prisme de son expérience dans le monde de l'entreprise.

Tout au long de sa campagne, Trump a fait référence aux relations étrangères comme s'il ne s'agissait que d'une

simple question d'affaires, et il s'est dit certain de toujours en sortir gagnant. Mais sa surprise peut être désagréable au moment de découvrir comment fonctionnent les affaires internationales, et qu'on exige au président des USA de la prudence face aux problèmes que Washington n'a pas provoqués ou ne peut pas contrôler.

Depuis les élections et le surprenant succès du Parti républicain, de nouvelles dynamiques ont surgi qui vont influencer les priorités en matière de politique étrangère de la nouvelle administration. Trump s'est présenté comme un moteur de changement, un personnage *anti-establishment* presque aussi méprisant vis-à-vis des républicains traditionnels que de ses adversaires du Parti démocrate. L'opinion générale dicte que le Parti républicain était plongé dans le chaos et n'a pas été capable de contrôler les élans divergents que la candidature de Trump a révélés.

Le cercle intime de Trump fait maintenant face à diverses pressions croisées. Un secteur veut châtier et exclure quiconque s'est montré ouvertement critique vis-à-vis de leur controversé candidat. D'autres, cependant, se rendent compte du poids de la responsabilité et du besoin d'incorporer des professionnels connaissant à fond les défis de la sécurité nationale.

Il est possible que le président tente de trouver un équilibre en mélangeant ses promoteurs du changement les plus radicaux avec des membres de la classe dirigeante conventionnelle. Il a accouplé Reince Priebus, chef du Comité national républicain, avec Stephen Bannon, une figure des médias d'extrême droite, en leur attribuant deux des plus hauts postes de la Maison Blanche, chef du cabinet et stratège politique respectivement. Cependant, les désignations du général Michael Flynn en tant que conseiller de Sécurité nationale, du sénateur Jeff Sessions, en tant que procureur général, et du député Michael Pompeo en tant que directeur de la CIA, révèlent une stratégie plus dure et idéologique. Certains pensent que Trump, qui n'a pas de principes idéologiques fermes, veut désigner des personnes engagées au sujet de ses promesses de campagne. D'autres croient que bon nombre de ces idées vont s'adoucir lorsqu'il devra affronter la réalité de gouverner.

La désignation du secrétaire d'État, encore en suspens au moment d'écrire ces lignes, sera aussi cruciale pour

marquer le cours de la politique étrangère. Avec Rudi Giuliani, ancien maire de New York, on peut s'attendre à la ligne agressive d'un fidèle à Trump. Une autre option, l'ancien candidat à la présidence, Mitt Romney, représente le centre du pouvoir des instances républicaines et sa désignation tranquilliserait la communauté internationale.

Une chose est sûre : le Moyen-Orient fera nécessairement l'objet de l'attention de la Maison Blanche. Probablement, la campagne militaire contre Daech en Irak et en Syrie constituera la priorité la plus délicate. Tendre la main vers les pays amis de la région, parmi eux la Turquie, Israël, la Jordanie, l'Égypte, l'Irak et ceux du Golfe, sera l'une des premières tâches et l'on présume qu'un message de confiance sera envoyé même si la nouvelle équipe décide d'effectuer des évaluations stratégiques qui pourraient conduire à des politiques différentes.

En plus, les surprises inespérées ne manquent jamais dans la zone : la chute ou la mort d'un leader, que ce soit pour des causes violentes ou naturelles, un éclat de violence dans un pays habituellement pacifique touchant des ressortissants américains ou les États-Unis eux-mêmes, un attentat terroriste dévastateur dans une usine pétrolifère ou d'autres établissements économiques de premier ordre. N'importe quelle discontinuité abrupte pourrait mettre à l'épreuve la Maison Blanche et sa capacité à gérer les crises au cours de ses premiers jours.

Le terrorisme et Daech

On peut prévoir que Trump profitera des avancées obtenues par Obama et la coalition de pays de la région et l'OTAN pour vaincre Daech. Il est possible, avec la récupération de Mossoul en Irak et de Raqqa en Syrie, que Daech se trouve ébranlé à la fin janvier 2017. À dire vrai, la restitution de ces villes au contrôle gouvernemental n'est pas garantie et les combats sont en train de provoquer des problèmes en raison des dommages causés dans les infrastructures, du déplacement de plus de civils et des graves carences humanitaires. Quelle sera la force combattante qui s'attribuera le mérite de la défaite de Daech dans ces villes va aussi déterminer si, par la suite, l'État pourra y exercer le contrôle. Le traitement que donnera le premier ministre irakien Al Abadi aux milices chiïtes qui ont collaboré dans la lutte, et ce qu'il fera pour éviter une aggravation des tensions sectaires, va être décisif en ce qui concerne les effets dans le long terme de la libération de Mossoul. Si les Kurdes sont les acteurs clés à Raqqa, les conséquences pour la Syrie vont être compliquées.

Jusqu'ici, Trump a déclaré qu'il adoptera une ligne militaire plus énergique vis-à-vis des menaces terroristes et l'EI. Il est possible que le haut commandement militaire lui montre qu'augmenter la capacité militaire sur la scène de guerre est risqué et coûteux, et qu'il faudrait des semaines, des mois, pour y aboutir. Les acteurs régionaux auront aussi leur mot à dire, et certains préféreront éviter l'expansion de la présence des USA au vu de l'héritage en Irak et du sentiment de la population locale vis-à-vis d'un

quelconque retour possible à une situation semblable à celle de l'occupation américaine entre 2003 et 2008.

Iran

Les premiers signes indiquent que les désignations de Trump vont introduire des positions plus dures vis-à-vis de l'Iran. Selon eux, il s'agit de la principale source d'instabilité au Moyen-Orient, le stimulus, sinon le promoteur, du terrorisme, qui prétend dominer la zone. Certains conseillers pourraient défendre un affrontement avec l'Iran, ce qui ferait resurgir le débat sur le changement de régime en tant qu'objectif des USA et demanderait à l'armée de se préparer pour un éventuel choc militaire.

L'accord nucléaire, négocié par l'UE, la Russie, la Chine et les USA, a été l'une des cibles de la campagne de Trump. Il a accusé Obama de faiblesse et il a proclamé qu'il aurait réussi un pacte plus dur. S'il est vrai que la capacité à négocier est l'un des dons que Trump s'attribue à lui-même, certains signes indiquent qu'il ne prétend plus supprimer ou renégocier l'accord. Plusieurs membres du Congrès qui, en 2015, se montraient sceptiques, déclarent aujourd'hui qu'il serait risqué de le quitter et ils veulent que l'attention se centre sur le strict respect de ses stipulations. Des personnalités de la sécurité nationale saoudienne et israélienne ont manifesté des avis similaires.

Syrie

Il semble probable que Trump maintiendra les positions défendues lors de la campagne. On peut s'attendre à un moindre appui aux forces de l'opposition, et même à une cessation totale de l'appui militaire. Trump et certains de ses conseillers semblent plus enclins à appuyer tacitement la politique russe et mettre fin à la violence en aidant le régime d'Al Assad à rétablir le contrôle sur le pays. Cette position diffère radicalement de celle de la grande majorité des experts en politique étrangère, dont des républicains et de nombreux démocrates qui s'attendaient à renforcer l'opposition et exiger qu'Al Assad quitte le pouvoir, position maintenue par les USA depuis longtemps.

Trump devra faire face aux critiques et aux pressions, mais il pourrait laisser la Syrie dans un second plan avec l'espoir de pouvoir l'aborder une fois que la situation sur le terrain sera plus claire. Reste à voir si son administration appuiera les initiatives afin de décentraliser le pouvoir et reconnaître l'autonomie des Kurdes dans le Nord ou celles des conseils locaux qui ont gardé sur pied les structures de gouvernement en plein chaos. Pendant ce temps, il est possible qu'il n'adopte aucune mesure qui puisse interrompre le flux d'aide humanitaire vers la Syrie.

Israël et la Palestine

Avec son leader actuel, Israël pourrait être l'un des grands gagnants de la victoire de Trump, indubitablement favorable aux politiques de fer-

meté de Tel-Aviv afin de protéger les Israéliens. Il a indiqué qu'il changera la politique pour reconnaître Jérusalem en tant que capitale d'Israël, l'un des points délicats que les présidents américains ont toujours ajourné afin de le résoudre dans le contexte d'un accord de paix. Alors que de nombreux experts en politique étrangère vont se sentir consternés, l'opinion publique américaine ne demande pas une position plus énergique en ce qui concerne la question palestinienne. Elle s'est installée dans la fatigue, et rares sont ceux qui attendent encore que celui-ci ou un quelconque futur autre gouvernement américain ne réussisse à faire signer un accord pour faciliter la solution des deux États avec la création d'un État palestinien indépendant.

La relation avec les pays du Golfe

Cela va être fascinant que d'observer la position du président Trump vis-à-vis des monarchies arabes du Golfe, puisque, si l'on s'en tient à la campagne, on remarque beaucoup de tendances contradictoires.

Sur le plan stratégique, probablement, les leaders du Golfe se réjouiront de voir le président assumer l'idée selon laquelle l'Iran est l'ennemi mortel des États arabes sunnites. Cependant, si Trump avance vers une stratégie plus belliqueuse face à l'Iran, certaines réserves peuvent surgir. Ce qui inquiète les leaders du Golfe, c'est de savoir dans quelle mesure les opérations militaires américaines peuvent affecter leur activité clé dans le secteur de l'énergie et leur dépendance du commerce et du flux mondial passant par le Golfe, et si la convergence des intérêts entre leurs besoins en matière de sécurité et la politique des USA se maintient.

La perception de Trump selon laquelle les pays du Golfe, de même que d'autres alliés, n'ont pas payé la part qui leur correspond en justice en ce qui concerne les coûts que génèrent l'hébergement des forces américaines, peut être une source de friction. Dans le Golfe, en ce qui concerne les relations avec la zone et surtout depuis le conflit avec l'Irak en 1990, la sensation règne que les USA sont devenus des mercenaires qui facturent aux riches producteurs de pétrole les services prêtés. Lorsque l'équipe de Trump se sera familiarisée avec les relations militaires et économiques, la question de la répartition des charges pourrait perdre de son importance.

Si la nouvelle administration persévère dans certaines idées de leur campagne vis-à-vis des musulmans, on pourrait assister à un éloignement plus profond entre Washington et le Golfe. Les messages de Trump aux musulmans américains pour qu'ils dénoncent les personnes soupçonnées de terrorisme, les possibles changements dans la politique des visas pour certains pays musulmans fondamentaux et l'aggravation de la polarisation dans la société américaine, qui génère une insécurité parmi les immigrés et les minorités, pourraient contribuer à ce que les pays musulmans se montrent

réticents au moment de collaborer avec la nouvelle administration.

L'Égypte et le 'Printemps arabe'

Le président Al Sissi a bien des raisons de se sentir soulagé des résultats des élections, même si Hillary Clinton se serait aussi montrée pragmatique en ce qui concerne l'Égypte et d'autres pays où l'élan de démocratisation du *Printemps arabe* s'est évanoui. On ne peut plus s'attendre à ce que l'on parle beaucoup de démocratie, droits de l'Homme ou besoin urgent de réformes dans le monde arabe, à moins que certains activistes de l'administration de George W. Bush ne reviennent au gouvernement. Mais, dans ce cas là, ils se heurteront à une résistance de la tendance dominante de Trump octroyant la priorité à la lutte contre le terrorisme et à laisser une certaine marge d'action aux autoritaires pour qu'ils prennent des mesures drastiques afin de couper court à la menace.

Conclusion

Tout ne va pas changer du jour au lendemain dans la politique américaine vis-à-vis du Moyen-Orient. Mis à part la campagne antiterroriste et la rhétorique sur l'Iran, la région ne va pas faire objet d'une grande attention pendant les premières semaines ou mois.

En ce qui concerne certaines questions, les idées de Trump ne sont pas trop différentes de celles d'Obama, concrètement au sujet d'éviter de nouvelles interventions militaires dans la région, en Syrie en particulier. De même, ils ont peut-être des idées semblables en ce qui concerne la répartition des charges avec les alliés du Golfe en matière de sécurité, l'engagement vis-à-vis de la sécurité d'Israël, et les limites du leadership américain pour résoudre les problèmes structurels sous-jacents de la zone.

Cela fait presque une décennie qu'Obama est en contact avec la région et ses problèmes, il s'agit d'un penseur conceptuel solide, aux idées claires et cosmopolites au sujet de la nature variable du pouvoir et de l'influence américaine dans le monde. De même, il a tenté d'équilibrer les intérêts et les valeurs américaines sans perdre de vue l'impératif du long terme de nouveaux modèles de gouvernance si la région veut atteindre la paix.

Nous pouvons être presque certains que Trump s'occupera moins de promouvoir les valeurs américaines et adoptera une approche plus transactionnelle dans ses relations avec les leaders arabes. Cela fait longtemps que les relations des USA avec la zone sont problématiques en raison des différences au sujet de certaines politiques, de l'héritage de l'invasion de l'Irak et de la paradoxale inquiétude au sujet de l'affaiblissement de l'engagement américain dans la région. Nous verrons bien quelles seront les réactions de Trump face à ce qu'il pourra entendre au sujet de et en provenance de cette turbulente région, mais nous pouvons être certains que les relations tendues des USA avec le Moyen-Orient vont être plus agitées. ■